



Le leader séparatiste anglophone Sisiku Julius Ayuk Tabe, arrêté en janvier au Nigeria puis extradé au Cameroun, a été pour la première fois depuis son arrestation aperçu en public jeudi à Yaoundé avec neuf autres militants pour une audience consacrée à l'examen de leur demande de libération.

Malgré des demandes de leurs avocats pour leur rendre visite en détention, au Secrétariat d'Etat à la Défense (SED), siège de la gendarmerie à Yaoundé, ils n'avaient pas été vus publiquement depuis dix mois, ce qui inquiétait leurs proches.

"Ce jour est un grand jour parce que tous (les dix) prévenus étaient là", a affirmé après l'audience à la presse Me John Feu Nsoh, l'un des trois avocats des leaders anglophones. "Apparemment ils sont en forme, mais je ne suis pas médecin pour le dire avec certitude".

Président autoproclamé de l'Ambazonie, nom de l'Etat indépendant que les séparatistes veulent créer au Cameroun anglophone, M. Ayuk Tabe et 46 autres militants anglophones avaient été arrêtés au Nigeria puis extradés fin janvier au Cameroun.

A leur sortie de la salle d'audience où l'examen de leur demande de mise en liberté s'est déroulé à huis clos, ils ont rejoint un car de la gendarmerie, saluant de la main leurs proches tenus à bonne distance, a constaté l'AFP.

M. Ayuk Tabe et la plupart des autres militants anglophones arrêtés au Nigeria constituaient la branche politique du mouvement séparatiste camerounais, prônant la négociation avec Yaoundé pour arriver à leurs fins.

Depuis la fin 2017, des dizaines de séparatistes armés ont pris les armes dans les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Des affrontements entre l'armée déployée en nombre et ces séparatistes, regroupés en groupes épars dans la forêt équatoriale, s'y produisent depuis quasiment tous les jours.

Selon des sources concordantes, aux séparatistes armés se sont ajoutés des bandes armées de bandits et de pillards, qui rackettent les populations et les entreprises.

Plus de 175 membres des forces de défense et sécurité camerounaises ont perdu la vie dans ce conflit, ainsi que plus de 400 civils, selon les ONG.

Dans la zone, plus de 300.000 personnes ont fui les violences, pour la grande majorité en brousse et dans les grandes villes des régions voisines, et pour certaines au Nigeria voisin.

Avec AFP
